



Arrêté n°2022-DCL-BENV- 293

abrogeant l'arrêté préfectoral n°2022-DCL-BENV-63 du 17 janvier 2022 imposant une tierce expertise à la carrière TRAINEAU située à Aizenay Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2006 autorisant la société Entreprises TRAINEAU à exploiter, après renouvellement, extension et approfondissement, une carrière à ciel ouvert et ses installations de traitement des matériaux, avec remblaiement partiel de l'excavation par des matériaux inertes, sur les territoires des communes d'AIZENAY et VENANSAULT au lieu dit « La Gombretièr » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2013 modifiant la zone de remblai ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2020 portant extension du périmètre de stockage des matériaux de la carrière ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2021 autorisant la réalisation de 10 tirs de mines à des hauteurs supérieures à 15 mètres ;

VU l'arrêté n°2022-DCL-BENV-63 du 17 janvier 2022 imposant à la carrière TRAINEAU située à Aizenay de réaliser une tierce expertise suite à un incident de tir de mines ;

VU le rapport du 20 janvier 2022 de la tierce expertise établie par la SARL SIMI faisant l'analyse des circonstances de l'accident de tir de mines du 15 octobre 2021 et concluant favorablement aux mesures prises depuis cette date ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 février 2022 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que lors d'un tir de mines du 15 octobre 2021, la carrière a été à l'origine de la projection en dehors de son périmètre d'une pierre qui a endommagé une maison d'habitation ;

Considérant que la tierce expertise n'a pas démontré de risque dans la poursuite des tirs de mines pour l'exploitation de la carrière sous réserve de la prise en compte des mesures analysées dans la tierce-expertise susvisée ;

Considérant que la tierce expertise a validé les mesures prises depuis le 15 octobre 2021 par l'exploitant et son sous-traitant réalisant les tirs de mines ;

Considérant que la tierce expertise a validé les conditions de réalisation de 10 tirs de mines d'une hauteur supérieure à 15 mètres selon les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021 susvisé ;

Considérant que les mesures d'amélioration mises en place, ainsi que les préconisations de la tierce expertise doivent être encadrées par un nouvel arrêté complémentaire ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la sollicitation de l'avis de la commission départementale nature, sites et paysage n'est pas nécessaire ;

Considérant que l'exploitant n'a pas présenté d'observation au terme du délai qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

ARRÊTE

Article 1. Disposition générale

La société Entreprises TRAINEAU, dont le siège social est situé au 16 rue Louis Lumière à Aizenay, est autorisée à poursuivre les tirs de mines pour l'exploitation de sa carrière dans les conditions fixées par son arrêté préfectoral d'autorisation du 11 août 2006 complété par les dispositions du présent arrêté.

Article 2. Abrogation

L'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2022 susvisé est abrogé.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2021 relatif aux conditions de réalisation de 10 tirs de plus de 15 mètres s'applique de nouveau à l'exploitation. L'exploitant informera l'inspection de la fin de ces 10 tirs.

Article 3. Mesures spécifiques aux tirs de mines

L'article 4.8.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2006 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le positionnement des trous de mines sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs.

Un contrôle systématique de la qualité de la foration est assuré avant chargement des explosifs par des moyens appropriés permettant de repérer de façon précise la position des trous de mine par rapport au front de taille. En particulier, l'ensemble des mesures proposées par TITANOBEL dans son document transmis après la visite du 22 octobre 2021 qui ont fait l'objet de la tierce-expertise du 20 janvier 2022 sont mises en œuvre et notamment :

- *L'épaisseur de roche face à chaque forage est d'au minimum 4 mètres. Cette épaisseur est contrôlée dans toutes les directions vers les faces libres, avec au minimum un profil à 45° et 90° de l'axe du forage ;*
- *En présence de zone faillée naturellement ou par un tir précédent, une adaptation du plan de charge du tir est réalisée avec mise en œuvre d'un explosif encartouché avant réalisation des opérations d'implantation des forages ;*
- *Une purge systématique et complète du front à abattre en partie supérieure et inférieure est réalisée ;*
- *Pour les profils complémentaires sur les forages présentant plusieurs surfaces libres, réalisation de mesures de contrôles des épaisseurs de forage après foration par des moyens adaptés de type sonde TEPEX ou équivalent (DIADEME...) ;*

- *Initiation du tir à partir d'un trou ne présentant pas de surface libre en direction du Nord-Est (hameau de la Gombretière) ;*
- *Lors de ces mesures, inspection du pied du front de taille pour identifier la présence de zones faillées et adapter si nécessaire le plan de chargement en conséquence ;*
- *Adaptation du plan de tir actuel (foration en diamètre 110 mm) sur les bases suivantes :*
 - *si l'épaisseur de roche est comprise entre 3.3 et 2.5 m (soit entre 30 fois le diamètre de foration utilisé sur le site - 110 mm - et 30 fois le diamètre de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm), réduction de la charge explosive par remplacement de l'explosif vrac par de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm,*
 - *si la banquette est inférieure à 2.5 m (soit inférieure à 30 fois le diamètre de l'explosif encartouché en diamètre 80 mm) ou si des zones faillées sont constatées visuellement sur le front de taille ou lors de foration, suppression complète des explosifs dans ces zones.*

La charge d'explosifs introduite dans les trous de mine est adaptée en fonction de l'épaisseur réelle du massif à abattre.

Toutes dispositions sont mises en œuvre (orientation des fronts de taille, réduction des charges instantanées d'explosifs...) pour éviter toute projection de pierres à l'extérieur de l'emprise de la carrière.

Toutes dispositions sont prises (recouvrement des cordeaux détonants, choix du procédé d'amorçage) pour limiter au mieux les effets sonores du tir.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection l'ensemble des justificatifs permettant de justifier la mise en oeuvre de ces dispositions. »

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 4.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **03 MARS 2022**

Le préfet,
Pour le Préfet,
**la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée**


Anne TAGAND